

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Les Algorithmes, Bât. Pythagore,
2000 route des Lucioles
06560 VALBONNE

Tél : +33671889082

Mél : romain.lassus@bureauveritas.com

N° affaire : 23966049_1-9FOXHQT

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 06/ANTIBES/DDFIP/MISE EN OEUVRE D'UN
ITE

40 CHEMIN DE LA COLLE
06160 ANTIBES JUAN LES PINS

Destinataire :

DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES
Isabelle BALLESTER
15 RUE DELILLE
06000 NICE




FINANCES PUBLIQUES

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
14/11/2024	Rev0	P.G.C. DCE	Romain LASSUS 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	17
4.3. Co-activités et protections collectives	22
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	22
4.3.2. Déplacement de protection collective	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	23
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	23
4.4. Equipement de levage	23
4.4.1. Autorisation de survol	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	23
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	23

4.5.1. Approvisionnements et stockage	23
4.5.2. Travaux superposés	24
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	24
4.5.4. Protection contre le bruit	24
4.5.5. Protection contre l'incendie	24
4.5.6. Travaux en hauteur	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	25
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	25
4.6. Moyens communs	26
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	26
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	26
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	26
4.6.4. Protection des accès – Auvents	26
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	26
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	27
5.1. Stockages sur le chantier	27
5.2. Nettoyage	27
5.3. Enlèvement des déchets	27
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	27
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	28
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	28
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	29
6.1. Déclarations particulières	29
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	29
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	29
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	30
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	30
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	30
6.7. Locaux témoins	30
7. ORGANISATION DES SECOURS	31
7.1. Téléphone de secours	31
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	31
7.3. Travail isolé	31
7.4. Procédure d'organisation des secours	31
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	31
7.6. Point de rencontre secours	31
7.7. Modèle de fiche de secours	32
ANNEXES AU P.G.C.	33

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

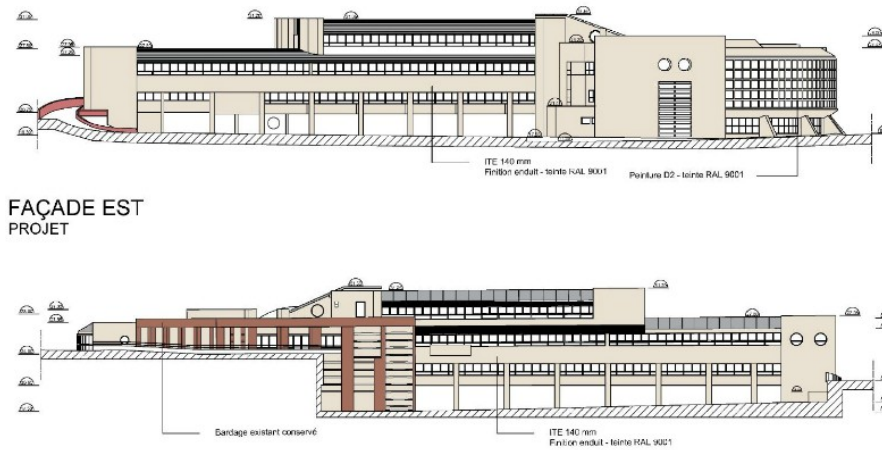
- des documents en phase DCE
- de documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste à l'isolation thermique par l'extérieur avec enduit de finition RPE et reprise en peinture des murets de parking, rampe, murs d'enceintes, oeuvre d'art, cheneau zinc encastré du Centre des Finances Publiques d'Antibes.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O. .

Mode de passation des marchés : lots séparés,

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 5 janvier 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux: Phasage travaux selon planning et PIC évolutif.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,

- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : **1 Lot** : Ravalement et ITE

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 5 à 10

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES	15 RUE DELILLE 06000 NICE	isabelle.ballester@dgfip.finance.gouv.fr	Isabelle BALLESTER
Bureau d'étude	B.E.I.E	413 Avenue Léo Lagrange Rond-Point du Lycée 13120 Gardanne	06.88.83.89.39 contact@bet-beie.fr	M RESPONSABLE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Le maître d'œuvre applique les pénalités en correspondances avec les articles prévues dans les pièces écrites du DCE.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

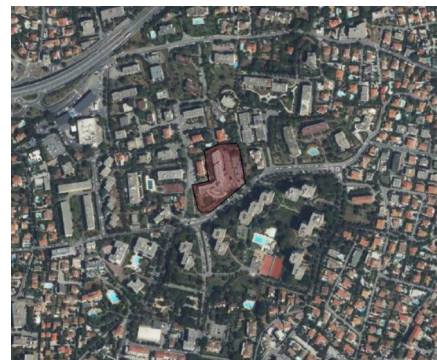
Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès existants au site.

Les alimentations électrique et fluides se feront sur les installations existantes sous couvert d'une autorisation préalable de l'exploitant via le MOA.

L'entreprise prévoira les équipements nécessaires aux branchements des appareils électriques depuis les prises de courants existantes sous réserve du contrôle de la demande de puissance et de la sécurité des protections.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le chantier doit être rendu et maintenu clos et indépendant vis à vis des tiers durant toute l'opération

Clotures : Réglementation :

La mise en oeuvre sur le chantier du dispositif de clôture ou de palissade ouverts sur le domaine publique doit satisfaire à la réglementation et notamment

- Les arrêtés préfectoraux reprenant au moins les dispositions figurant dans le règlement sanitaire départemental type.
- Les arrêtés municipaux pouvant compléter ces dispositions et à défaut, les prescriptions des services de la voirie ou des services techniques pouvant en préciser les caractéristiques.

La notion de «clôture» renvoie à deux notions :

- la clôture est visible et clairement identifiable,
- la clôture ne peut être franchie par un travailleur (ou un tiers) qu'intentionnellement, c'est à dire qu'il saura à

quel moment il la franchit et qu'il devra mettre en oeuvre une certaine «énergie» liée à sa volonté de la franchir.

Par conséquent , Toute absence de clôture physique , remplacement par une chaînette , ...ne constitue pas une clôture au sens retenue par la jurisprudence.

Panneau de chantier

Le lot principal met en place le panneau de chantier au droit de l'accès au chantier , en le rendant visible depuis le domaine public

La configuration du panneau est soumise à la validation du Maître d'Ouvrage et Maître d'oeuvre .

Le panneau de chantier mentionne les noms du maître de l'ouvrage et de son équipe de maîtrise d' oeuvre, le nom et l'adresse de toutes les entreprises et sous-traitants, ainsi que l'objet des travaux.

3.2.2. Accès

L'entreprise prend en compte la localisation de l'opération et ses spécificités (opération dans des bâtiments en activité).

Dispositions générales

L'accès aux zones chantier se fera uniquement durant les phases travaux définies au planning MOE.

Accès au chantier uniquement pour les entreprises avec personnel autorisés (Agrément du MOA, VIC réalisée, PPSPS remis, port de la carte PRO BTP...)

L'entreprise se reporte au plan de masse et au plan d'installation de chantier .

L'entreprise prend en compte les difficultés d'accès au chantier compte tenu

- de l'environnement urbain
- de la topographie du site
- du faible gabarit autorisés sur les voies
- de la charge admissible des voies existantes

L'accès du chantier sera défini d'un commun accord entre le Maître d'ouvrages et l'entrepreneur, en fonction de l'aménagement futur du chantier prévu au titre du plan d'organisation du chantier et prendra en compte les contraintes liées à la spécificité du lieu.

Le cheminement des engins liés au chantier et les abords du chantier seront maintenus propres, et les dispositions et les moyens nécessaires seront à la charge de l'entrepreneur.

3.2.3. Circulations

- Clôturer les zones pour interdire la circulations du publiques dans les zones de travaux.
- Circulations internes et externes au chantier maintenues propres et dégagées
- Toutes les précautions sont prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manoeuvres, agent de surveillance.

3.2.4. Signalisation

Signalétique réglementaire chantier à mettre en place sur les clôtures et sur les portes d'accès existantes ("Port des EPI obligatoires", "Chantier interdit au public"...)

3.2.5. Stationnements

Place de stationnement réservées chantier à définir > Se référer au PIC.

3.2.6. Stockage

Les zones de stockages sont définies par la maîtrise d'œuvre en concertation avec la maîtrise d'ouvrage :

- Zone parking dans l'enceinte du site.

Les zones de stockages sont susceptibles d'évoluer et seront matérialisées sur le PIC.

Le stockage s'effectuera uniquement dans des zones clôturées prévues à cet effet.

Interdiction de stocker dans les circulations exploitées et dans l'emprise des voies réservées aux secours.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes et les dépenses de consommations, soit :

- Branchement et distribution de l'eau potable.
- Branchement et distribution de l'électricité.

L'entreprise réalise toutes les démarches administratives, régler les droits et taxes, et assurer l'entretien et la maintenance pendant toute la durée du chantier.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Locaux de vie et d'hygiène :

- Installés par les entreprises conformément aux attentes du code du travail et dimensionnés en fonction de l'effectif chantier.
- Entretien pendant toute la durée du chantier par les entreprises.

La base vie chantier se trouvera sur une zone définie en extérieur > A matérialiser sur le PIC.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise doit assurer le nettoyage de toute les salissures qu'elle génère dans et hors chantier, au quotidien.

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, doit être particulièrement contrôlée par l'encadrement de chantier .

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. au quotidien et en tout point du chantier.

Cette évacuation s'effectue au poste de travail et sur les circulations , par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs , et seaux).

Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fait en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d' oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprises effectue le nettoyage complet

- sur sa zone d'intervention
- sur tous les abords,
- de façon périodiques selon la nature des déchets et gravois.
- jusqu'à la mise en bennes à ordures gérés par l'entreprise principale (enlèvement réguliers jusqu'à la réception des travaux) ,
- selon le type de déchets à évacuer (peinture, colles, produits inflammables) dans le cadre du tri sélectif

Le stockage et l' évacuation des déchets prend en compte les recommandations figurant sur les fiches de données sécurité.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'oeuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **TCE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **TCE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	TCE	TCE	Durée de chantier
Accès	TCE	TCE	Durée de chantier
Circulations	TCE	TCE	Durée de chantier
Signalisation	TCE	TCE	Durée de chantier
Stationnement	Existants	TCE	Durée de chantier
Stockage	TCE	TCE	Durée de chantier
Réseaux provisoires de chantier	TCE	TCE	Durée de chantier
Coffret électrique général	TCE	TCE	Durée de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	TCE	TCE	Durée de chantier
Cantonnement	TCE	TCE	Durée de chantier
Infirmier de chantier	Sans objet	Sans objet	
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Durée de chantier
PIC	TCE	TCE	Durée de chantier
Protections collectives	TCE	TCE	Durée de chantier
Accès hauteur communs	TCE	TCE	Durée de chantier
Déchets - Gravats	TCE	TCE	Durée de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 RENOVATION ENERGETIQUE	6 mois	Ravalement et ITE	Multi danger Multi danger Voisinage Travail posté Inhalation poussières Collision, heurt Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Manutention manuelle Eclairage Bruit, vibrations Déplacement de plain-pied Produits dangereux Travaux à point chaud Engins et matériels	Sous-traitant et prestataire Risques Importés et Exportés Autorisation d'accès au chantier Poste de travail. Poussiere Heurts Déchets. Electricité Chute de Hauteur Manutention / TMS Eclairage Bruit . Déplacement de plain-pied Produits dangereux Points chaud.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - RENOVATION ENERGETIQUE

Ravalement et ITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>l'entreprise effectue son analyse de risque pour l'ensemble de son marché en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux qu'elle compte sous traiter - les travaux qu'elle confie à un prestataire . <p>Dans ce cas l'entreprise prend en compte et intègre l'analyse de risque qu'elle partage avec son prestataire</p> <p>Le PPSPS fait état des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risques propre - risques exportés - risques importés 	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque entreprise sous traitante établit son PPSPS en prenant en compte le PPSPS de l'entreprise titulaire - Chaque prestataire s'assure de la prise en compte de son analyse de risque par l'entreprise titulaire qui la mandate; <p>Préalablement à toute intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - harmonisation du PPSPS lors de l'inspection commune en présence du CSPS, entre le sous traitant et son titulaire - information et commentaires par l'entreprise à son personnel des dispositions retenues en matière d'organisation , et de sécurité .
Multi danger	<ul style="list-style-type: none"> - Disposer de mesures de Protection contre les blessures liés aux risques propres, importés et exportés sur les intervenants et l'environnement pour chaque phase de chantier (structure, distribution, aménagement,) - Tout Danger générer par une entreprise doit être signalé au tiers (chute , survol , électrique, chimique ,....) avec mise en place d'un balisage et d'une signalisation conforme et réglementaire (forme, couleur, nature du risque ...) 	<ul style="list-style-type: none"> -Prendre en compte des risques exportés et importés par les intervenants et l'environnement et procéder à la signalisation et la mise en place des mesure de prévention.
Voisinage	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès au chantier est réservé seulement aux personnes détenant la carte professionnelle du BTP (Salarié, intérimaire , travailleur détaché) - L'entreprise prends en compte les conditions d'intervention (météo, voisinage, environnement, spécificité des travaux et du site , coactivité, risques propres importés et exportés) afin d'effectuer une analyse de risque en conséquence dans son PPSPS. - L'entreprise s'affranchit de toutes les démarches préalables avant d'intervenir (administratives, réglementaires, formation, médicales, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> -Toute entreprise informe le MOE et CSPS de non conformité ou d'écarts constatés sur la fréquentation du chantier , les situations à risque et notamment les situations de danger grave et imminent.
Travail posté	<ul style="list-style-type: none"> - Le poste de travail doit être sécurisé : - Utilisation de matériel conforme (PIR, pont roulant, ...), Utilisation de l'échelle interdite (sauf cas spéciaux). - Balisage de la zone d'évolution. 	<p>Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage projection, humidification ou brumisation) - Port des EPI adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter toute coactivité. - Disposer une protection séparative interdisant la propagation de poussière
Collision, heurt	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser tous les déplacements du personnel et des matériaux, matériels selon le PIC et le plan de circulation à respecter - Baliser la zone d'évolution, séparer les flux piétons, engins, matériaux et matériel, disposer d'un agent de manœuvre, porter les EPI - Maintenir les circulations libres, dégagées et protégées en tout point. Avertir de tout déplacement à rendre visible (gilet fluo, bip de recul,) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des consignes d'accès et de circulation (balisage, Port des EPI) - Accès interdit à toutes personnes non autorisée, informer le personnel et l'organisation chantier (accès, circulation, stockage, survol, ...) - Éviter toute coactivité lors des déplacements et maintenir une distance de sécurité
Chute d'objets, éclats	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une organisation visant à gérer les déchets en toute sécurité (manutention, évacuation, traitement) et au quotidien. > Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur ou par les ouvertures en façades sans un dispositif adapté (goulottes) . > Disposer une protection (filet, plinthes, stabilisateur) interdisant la chute d'objet ou gravats à l'aplomb du poste de travail. > Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler. > Interdire tout stockage en hauteur susceptible de se renverser. > Évaluer la courbe de chute pour mise en place du balisage. > traiter les déchets à la source 	<ul style="list-style-type: none"> - Repérer les zones de transit des déchets , - Respecter le balisage en place. - Respecter une distance de sécurité (projection, poussière, manutention,)
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les travaux d'ordre électrique ou à proximité des réseaux électriques - Avant toute intervention : <ul style="list-style-type: none"> > vérifier la consignation des réseaux de toute nature sur la zone d'intervention. Obtenir le PV de consignation par un organisme agréé > vérifier la qualification du personnel adaptée à la nature des travaux (Habilitation électrique en cours de validité) > s'assurer de la conformité des installations électriques en service (provisaires chantier , définitives, ...) : Obtenir le PV de vérification > s'assurer de la conformité du matériel utilisé (protection, adéquation à l'utilisation). - Durant l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du balisage et des mesures de protection vis à vis du risque électrique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> > Vérifier la Fermeture des armoires et coffrets électriques de l'installation de chantier > Ne pas utiliser de rallonge de plus de 25m , Utiliser des appareils et rallonges (H07RNF) conformes, en bon état et vérifiés et raccorder à 1 réseau électrique protégé par différentiel conforme aux normes en vigueur > Ne pas intervenir sous-tension > Privilégier le matériel autonomes 	
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer les travaux présentant un risque de chute de hauteur - privilégier les protections collectives aux protections individuelles (à justifier) - préciser les dispositifs de protection collective ou individuelle prévus pour chaque phase de travaux et leurs modalités de mise en œuvre, tout en s'assurant de la compatibilité avec les équipements mis en commun. - Mutualiser les équipements de protection collective , et réaliser un protocole de mise à disposition - informer le personnel des risque de chute de hauteur en lien avec l'intervention, importés (trémies, survol, circulation, échafaudage,) ou exportés (surplomb, ...) - planifier les travaux pour bénéficier des protections collectives communes , et définitives - Le système obturant une trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées - <u>Chute de Hauteur / échafaudages.</u> - S'assurer de la stabilité du sol sur le lieu de travail - Protéger les éléments au sol par la mise en place de planchers de répartition - Balisage de la zone à l'aplomb des travaux - Chaque zone d'intervention devra être signalée et isolée des zones de passage de l'exploitant, par des barrières infranchissables et des auvents de planches jointives seront mis en place au-dessus des entrées. - Toute personne montant/démontant/utilisant un échafaudage doit être formée et habilitée. - Disposer des documents de montage/ démontage sur le lieu de travail (notice fabricant, plans, note de calcul) - Échafaudage conforme, en bon état, et stabilisé (sol plan, échafaudage fixé sur points d'ancrages solides) - Port du harnais de sécurité avec 2 longes, en cours de montage/démontage, ou pendant les travaux si la sécurité collective n'est pas 	<ul style="list-style-type: none"> - interdire toute coactivité non pourvue de protection collective (circulation , accès, ...) en phase provisoire (démontage échafaudage, ...) ou définitive (toiture, ...) - proposer une méthodologie d'intervention en prenant en compte le phasage des travaux et la gestion des protections collectives sur chantier - Pv de mise à disposition à établir en cas d'utilisation de l'échafaudage.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>assurée</p> <p>- PV de mise à disposition à établir en cas d'utilisation de l'échafaudage par une autre entreprise.</p>	
Manutention manuelle	<p>- Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle.</p> <p>- Privilégier la manutention mécanique (grue , monte matériaux, ...) selon étude préalable et environnementale.</p> <p>- Maintenir les circulations propres et dégagées et procéder au Nettoyage des postes de travail (cis évacuation) au quotidien</p>	<p>- Eviter toute coactivité.</p> <p>- Respecter le périmètre de sécurité et le balisage ,</p>
Eclairage	<p>-Équiper le poste de travail d'un niveau d'éclairage suffisant. (Niveau donné par le Code du travail) et assurer le complément si besoin aux installations de chantier en place quel que soit la localisation du poste de travail.</p> <p>-Tenir compte de l'environnement et des ambiance de travail (humide, ...) pour adapter le dispositif (TBT, autonome..) sans nuire au niveau d'éclairage</p>	<p>- Respecter les équipements en place.</p> <p>- Ne pas déplacer ou déposer les équipements en place</p> <p>- Si l'éclairage du au titre de l'installation d chantier n'est pas conforme ou suffisant, remonter information au MOE/CSPS</p> <p>- installation d'éclairage portatif.</p> <p>- Mutualiser les équipements</p>
Bruit, vibrations	<p>- Évaluer l'Impact du bruit et de la Vibration sur le corps (TMS), disposition à respecter selon code du travail</p> <p>- Prendre en compte les nuisances sur l'environnement à minimiser (immédiat, lointain)</p> <p>- Rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration</p> <p>- Éloigner l'installation de tout autre poste de travail selon les distance de protection vis-à-vis du bruit et Intégrer dans le planning les phases présentant ces risques hors présence des autres corps d'état.</p>	<p>-Anticiper la propagation du bruit et de son impact sur ces propres ouvrages</p> <p>-Prendre mesures de protection. (EPI, ...)</p>
Déplacement de plain-pied	<p>- Emprunter un cheminement piéton sécurisé dissocié du cheminement engins (balisage , propreté, éclairage, ambiance, ...)</p> <p>- Vérifier les conditions de circulation(horizontale et verticale) et de déplacement (Rangement, propreté) en tout point (circulations, stockage, ...)</p> <p>- Respecter les dispositions figurant sur le PIC (circulation, signalisation, moyens , ...) .</p> <p>- Utiliser les équipements mis en commun (passerelles, tours, escaliers, Échafaudages, passages couverts,...)</p> <p>- S'assurer de la compatibilité des équipements complémentaires spécifiques au poste de travail avec les équipements mis en commun.</p> <p>- Interdire tous les équipements non conforme (escabeaux, ...)</p>	<p>- Utiliser des moyens en communs conforme</p> <p>- Informer le Moe de tout manquement ponctuel ou récurrent</p> <p>- Ne pas emprunter de circulation jugée non conforme</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le nettoyage des circulations en lien avec ses travaux propres - veiller à la mise en place des équipements de sécurité (Garde-corps, balisage, protection des trémies,...) 	
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les éléments à risque spécifique à raison de leur toxicité ,inflammabilité ; - Prendre en compte et informer le personnel des risques liés à leur utilisation (Fiches de Donnée Sécurité) - Prévoir les dispositions particulières à mettre en œuvre (ventilation, balisage sécurité selon périmètre à évaluer , stockage,manutention, méthodologie,Qualification de l'utilisateur). - Afficher les consignes spécifiques (risque) et Disposer la signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits dangereux et la conduite à tenir en cas d'incident. - Planifier l'utilisation et les conditions de mise en œuvre selon l'environnement (étincelles, flammes, confinement,) 	<ul style="list-style-type: none"> -Respect des balisages, de la signalitique et des conditions d'accès aux zones concernées. -Intervention après dispositions libératoires validées par le maître d'œuvre.
Travaux à point chaud	<p>Mettre en place disposition équivalente à celle d'un permis feu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Balisage de la zone à réaliser - Dégager les zones de travaux de tout matériel, matériaux, produits combustibles, comburant pouvant alimenter un incendie - Extincteur au poste de travail - Formation du personnel au maniement des extincteurs - Port des EPI(s) adaptés (manutention, brûlure) - Vérifier avant les travaux la conformité des équipements. - Effectuer un contrôle de la zone d'intervention (dito permis feu) 2h après l'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Engins et matériels	<p><u>Mise en oeuvre d'une nacelle élévatrice :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Avant intervention : vérifier la compatibilité entre le poids du véhicule utilisé et les charges admissibles des sols au niveau de la zone d'implantation de l'engin. - Repérage des lieux - Contrôle de la planéité et de la résistance dusol - Mettre en place un balisage adapté en tenant compte du cône de chute, de la zone d'évolution. - Mettre en place un calage correct, prévoir dispositif de calage afin de ne pas endommager les revêtements et les réseaux sous-terrain. - Se conformer aux préconisations inscrites dans la notice du constructeur de l'engin. - Autorisation et habilitation de conduite du 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>pilote signée du chef d'entreprise,</p> <ul style="list-style-type: none">- Intervention interdite en cas d'orage ou de météo incompatible avec l'utilisation du moyen de levage.- Intervention à 2 personnes minimum.- Port du casque obligatoire pour le personnel au sol.- Superposition des tâches strictement interdite.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise qui les pose.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle

compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise LE MAITRE D'OEUVRE DESIGNÉ UNE ENTREPRISE TIERCE AUX FRAIS DU DÉFAILLANT SELON PROCÉDURE ADMINISTRATIVE APPLICABLE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise LE MAITRE D'OEUVRE DESIGNÉ UNE ENTREPRISE TIERCE AUX FRAIS DU DÉFAILLANT SELON PROCÉDURE ADMINISTRATIVE APPLICABLE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la

maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants. En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages. La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette

impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Il est rappelé que les travaux du présent lot seront réalisés en site « occupé ».

L'Entrepreneur tiendra compte des sujétions qu'entraîne cette situation, notamment :

- Les échafaudages ne devront pas permettre l'accès aux locaux par l'extérieur en dehors des heures de travail,
- Les échafaudages devront laisser libres les différents accès des bâtiments,
- L'Entrepreneur devra prendre sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard de tiers ou des biens. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente,
- Chaque zone d'intervention devra être signalée et isolée des zones de passage de l'exploitant, par des barrières infranchissables et des auvents de planches jointives seront mis en place au-dessus des entrées,

interdire coactivité (superpositions de tâches)

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,

- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les entrepreneurs qui feront utilisation d'engins de chantier bruyants devront prendre toutes précautions indispensables afin de ne pas dépasser les limites réglementaires déterminées.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise titulaire du lot ITE, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'ensemble des lots doit son nettoyage et l'enlèvement de ses déchets : à réaliser quotidiennement.

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, loi n°92.646 du 13 juillet 1992) a fixé des priorités dans la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production des déchets.
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume.
- Valorisation des déchets par réemploi ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes.
- Information du public.

Dans le cadre de la mise en application de cette réglementation, le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre demandent que l'évacuation des gravois et déchets de chantier se fassent de la manière définie dans le CCTP, conformément au tri de niveau n°2 minimum, ou niveau 3.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets : à réaliser quotidiennement.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Les demande de DICT sont à envoyer aux concessionnaires sur la base du N° de DT du maître d'ouvrage.
Toute entreprise travaillant sur ou à proximité de réseaux (aériens ou enterrés) est soumise à cette démarche obligatoire
- Demandes d'arrêtés - Sans objet.
- Autorisations concessionnaires - Tout réseau suspect ou non répertorié doit appeler l'intervention du concessionnaire concerné.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Sans objet

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

La présente opération à lieu sur un site en exploitation.

Sujétions spéciales de la Maîtrise d'Oeuvre pour les travaux à proximité de lieux exploités et fréquentés :

o Sans préjudices à l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux exploités ou fréquentés, l'entrepreneur doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et poussières.

Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit de :

- o D'effectuer en présence du public des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier, ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.
- o D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux.
- o D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux utilisant des solvants, (colles, cires, peintures, etc.).
- o De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.
- o De fumer sur les chantiers.

- o D'introduire ou d'utiliser des réchauds sur le site.
- o De neutraliser les moyens de protection incendie, (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessibles, etc.).
- o De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles.
- o De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité.
- o D'effectuer des branchements électriques sur l'infrastructure, sans autorisation.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Toute intervention dans des zones exploitées seront régie par un Plan De Prévention.

Intervention d'une entreprise extérieure chez une entreprise utilisatrice :

Décret n°92-158 du 20 février 1992

Article R.237-2

Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises intervenant dans son établissement. Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Cette coordination générale a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail.

Au titre de cette coordination, le chef de l'entreprise utilisatrice est notamment tenu d'alerter le chef de l'entreprise extérieure concernée lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des salariés de cette entreprise, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par le ou les employeurs concernés.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Permis feu à établir pour tout travaux par point chaud sur une zone exploitée.

Pour tout travaux par point chaud dans une zone chantier clos et indépendant, l'entreprise devra Mettre en place les dispositions équivalentes à celle d'un permis feu :

- Balisage de la zone à réaliser
- Dégager les zones de travaux de tout matériel, matériaux, produits combustibles, comburant pouvant alimenter un incendie
- Extincteur au poste de travail
- Formation du personnel au maniement des extincteurs
- Port des EPI(s) adaptés (manutention, brûlure)
- Vérifier avant les travaux la conformité des équipements.
- Effectuer un contrôle de la zone d'intervention (dito permis feu) 2h après l'intervention.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Sans objet.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Voir avec le gestionnaire du site le point de rencontre secours existants sur le site.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : 06/ANTIBES/DDFIP/MISE EN OEUVRE D'UN ITE

Adresse : 40 CHEMIN DE LA COLLE 06160 ANTIBES JUAN LES PINS

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Voir avec le gestionnaire du site le point de rencontre secours existants sur le site.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP
- DHOL 1